

ARCHITECTURE

ARRÊTÉ

Le Ministre d'État chargé des Affaires culturelles

- VU la loi du 31 Décembre 1913 modifiée et complétée par la loi du 25 Février 1943 sur les monuments historiques et le décret du 18 Mars 1924 déterminant les conditions d'application de ladite loi ;
- VU l'avis de la Commission Supérieure des Monuments Historiques en date du 22 Juillet 1960 ;
- VU la délibération du Conseil de l'Université de Bordeaux, en date du 23 Septembre 1960 portant adhésion à l'extension de classement envisagée ;
- VU le décret en date du 21 Février 1939 portant classement parmi les Monuments Historiques de la façade sur le Cours d'Albret, de l'escalier et des trois salons avec boiserie de l'Hôtel de Poissac, sis, 27, Cours d'Albret à BORDEAUX (Gironde).

A R R Ê T É :

Article 1er - Sont classées parmi les monuments historiques, les parties suivantes de l'Hôtel de Poissac, 27, Cours d'Albret à Bordeaux (Gironde) siège du Rectorat :

- a) le jardin y compris sa clôture ainsi que les deux pavillons et le portail d'entrée donnant sur le Cours d'Albret;
- b) la porte sur la rue Pierlot avec ses vantaux.

le tout figurant au plan cadastral sous le n° 245 - Section O et appartenant à l'Etat (Ministère de l'Education Nationale, Académie de Bordeaux).

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

.../...

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du département, au Maire de la ville de BORDEAUX, à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale et à l'Université de Bordeaux qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles

Paris, le 29 MAI 1961

Pour le Ministre par délégation
Le Directeur du Cabinet
Le décret du 18 Mars 1954 déterminant les conditions d'application de la loi

G. Loubet

Commission Supérieure des Monuments Historiques
Vu la délibération du Conseil de l'Université de Bordeaux en date du 23 Septembre 1960 portant adhésion à l'extension des Monuments Historiques de la façade sur la Cour d'Albret, de l'escalier et des trois salons avec poises de l'Hôtel de Poissac, n° 27, Cours d'Albret à BORDEAUX (Gironde).

A R R E T E

Article 1er - Sont classées parmi les monuments historiques les parties suivantes de l'Hôtel de Poissac, n° 27, Cours d'Albret à Bordeaux (Gironde) siège du Rectorat :

a) le jardin y compris sa clôture ainsi que les deux pavillons et le portail d'entrée donnant sur la Cour d'Albret ;
b) la porte sur la rue Fierlot avec ses vantaux.

Le tout figurant au plan cadastral sous le n° 245 - Section 0 et appartenant à l'Etat (Ministère de l'Education Nationale, Académie de Bordeaux).

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

...

DÉCRET.

BEAUX-ARTS.

Le Président de la République Française,

*Sur le rapport du Ministre
de l'Éducation nationale.*

Vu le décret du 18 Mars 1924,

Vu la loi du 31 Décembre 1913, notamment l'article V,

Vu l'avis émis par la Commission des Monuments historiques
le 9 Décembre 1938 tendant au classement de la façade sur
le cours d'Albret, de l'escalier et des trois salons avec
boiseries de l'Hôtel de Poissac, sis 27, Cours d'Albret à
Bordeaux (Gironde),

Vu les lettres en date des 11 Octobre 1937 et 7 Mars 1938
par lesquelles M. CAZAUBON donne son adhésion au classe-
ment envisagé sous réserve du paiement d'une indemnité de
dix mille Francs,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

La Section de la Justice, de l'Intérieur, de l'Éducation
Nationale, et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue;

DÉCRÈTE

ARTICLE I

La façade sur le Cours d'Albret, l'escalier et
les trois salons avec boiseries de l'Hôtel de Poissac, sis
27, Cours d'Albret à BORDEAUX (Gironde) sont classés parmi
les Monuments historiques.

.....

Décret classant la façade sur le cours d'Allret l'escalier,
et les trois salons avec boiserie de l'Hôtel de Passac
sis et, Cours d'Allret à Bordeaux (Gironde)

ARTICLE II

Le Ministre de l'Education Nationale est chargé
de l'exécution du présent décret qui sera publié au Jour-
nal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 21 Février 1939

Hebrum

Par le Président de la République

Le Ministre de l'Education Nationale

Beausart

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'hôtel de Poissac sis 27 cours d'Albret à
BORDEAUX (Gironde) et

appartenant à M. GUESTIER domicilié dans l'immeuble

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ainsi
que la porte monumentale sur le Cours avec ses vantaux.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune de BORDEAUX et au
propriétaire

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 14 AVR 1930.

Pour le Ministre et par délégation spéciale

Le Directeur Général des Beaux-Arts.

Paul LEON
Paul LEON